



Le 29 mai 2024,

Déclaration des élu(e)s FO sur l'analyse du A3 sécurité

Les élus FO souhaitent souligner l'effort des personnes qui ont mené l'analyse A3 qui est très fournie. Malheureusement, comme cela s'est déjà produit par le passé, les élus du CSE sont conviés au début et pendant l'analyse mais ils sont écartés des bilans et conclusions finales. L'évaluation finale et l'analyse sur les "Facteurs clés du Leadership Sécurité" ont été réalisées par le management (2 personnes uniquement) sans consulter le personnel de terrain.

Les remarques des élus n'ont pas toujours été prises en compte.

Ainsi dans l'analyse finale et les "Facteurs clés du Leadership Sécurité", il manque :

- L'aspect "organisation" (qui/quoi/où/comment) n'a pas été mis en évidence => organisation claire, concise et fixe (qui fait quoi) => l'organisation n'est pas liée à un individu ni à l'environnement, il est important de responsabiliser les acteurs en leur confiant des actions propres à chacun
- Au même titre qu'il apparaît "le manager n'est pas en surcharge", il devrait être étudié "Le personnel de terrain n'est pas en surcharge", cela n'a pas été fait
- Il manque une analyse FOH avec les spécialistes FOH du site

Les élus sont en désaccord avec :

- Les moyens techniques sont adaptés (informatiques, outillages, etc..) => non
- La priorité n'est pas donnée aux domaines techniques ou commerciaux => faux
- Le manager donne toujours l'exemple => faux

Pour les élus FO les problèmes de fond perdurent :

- Il manque du personnel spécialisé "sécurité terrain" sur qui s'appuyer au quotidien en cas de doutes liés à la sécurité
- La surcharge mentale des salariés de terrains : la réduction du personnel continue, le personnel n'est pas remplacé et la charge est répartie sur le personnel restant en plus du travail déjà effectif de ces personnes, la poly compétence occasionne des surcharges mentales
- Le Management n'est pas toujours exemplaire (des gestes dangereux sont demandés au personnel terrain)
- La Priorité est donnée à la production et à la baisse des coûts et non à la sécurité (si c'était le cas, nous ne demanderions pas au personnel de taper sur des canalisations contenant des matières dangereuses)
- Les moyens ne sont pas toujours adaptés (baisse des coûts (achat du matériel au moins cher, outils informatiques de plus en plus complexe, prestation d'aide loin du terrain qui ne répondent pas toujours à la demande

Face à ce constat, nous demandons à la Direction d'agir et de ne pas attendre qu'un accident grave arrive sur le site, de nombreuses alertes sont là tels que l'augmentation du nombre d'AT et l'absentéisme qui "cachent" des situations de mal être au travail. Des actions peuvent être menées dès aujourd'hui en plus des actions de communication, formation et VST identifiées dans le Plan d'action.

Si comme indiqué dans les Facteurs clés du Leadership Sécurité, "la priorité n'est pas donnée aux domaines techniques ou commerciaux" alors les élus demandent :

- Une augmentation des équipes "sécurité terrain" afin d'avoir des interlocuteurs privilégiés disponibles sur les installations.
- Le remplacement à 1 pour 1 lors des départs de postes et réorganisation de service
- La concertation avec les élus et personnels terrains jusqu'à la phase de définition des actions dans le cadre des A3 (l'analyse collégiale jusqu'à la finalité du A3)
- Réduire la poly compétence et revenir à une spécialisation des métiers pour responsabiliser les personnes et clarifier l'organisation